

## RETOUR À L'ENDETTEMENT EXTÉRIEUR

## La classe politique divisée

*Le recours à l'endettement extérieur que les Algériens croyaient relever de l'ancienne et triste histoire pour ne leur évoquer que de très mauvais souvenirs, revient au-devant de la scène. Il constitue l'option qu'une entreprise aussi névralgique que Sonelgaz n'exclut pas en vue de pouvoir financer son programme d'investissements d'ici 2018 avec l'urgence de trouver une solution à un gap de l'ordre de 1 100 milliards de dinars.*

*Ce qui ne saurait se faire sans, du propre aveu de son premier responsable,*

*emprunter sur le marché international. Il est vrai que le terrain a été déblayé avec la loi de finances 2016 qui, dans son article 55, autorise, désormais, au cas par cas, le recours aux financements extérieurs indispensables à la réalisation des investissements stratégiques par des entreprises de droit algérien. Une disposition aux côtés de bien d'autres, qui avait suscité et suscite encore les réserves de la part de l'opposition parlementaire qui avait, de ce fait, boycotté la fameuse séance de vote de ladite loi. Pour cette dernière,*

*re, c'est là, un cadeau de plus à offrir aux «privés parasites» qui bénéficient de la garantie du Trésor public de leur substituer en cas de défaillance dans le remboursement des dettes contractées et de leurs services.*

*Une appréhension que les mêmes voix renouvellent maintenant que l'option est publiquement évoquée et visiblement tranchée, du moins au niveau de Sonelgaz avant que d'autres, notamment ces «parasitaires», ne lui emboîtent le pas.*

**M. Kebci**

**Atmane Mazouz, chargé de communication au RCD : «Preuve supplémentaire des mensonges de nos gouvernants.»**



Le recours, de nouveau, à l'endettement extérieur est une preuve supplémentaire de la banqueroute du pays et des mensonges de nos gouvernants sur la pertinence des choix économiques. Si des entreprises, à l'exemple de la Sonelgaz, veulent maintenant recourir aux marchés financiers extérieurs pour s'endetter tout en sachant que ces derniers ne nous prêteront pas pour de longues durées, vu l'instabilité de notre pays et les risques majeurs qui guettent le la nation, c'est que les perspectives sont assez sombres.

Avoir gaspillé plus de quinze années durant des milliards dans la spéculation, la prédation et l'entretien des réseaux clientélistes et rentiers, ne peut avoir comme résultat que l'assèchement des finances du pays et la perte des quelques chances pour faire face aux nouveaux défis. La volonté de certains patrons d'aller vers cette option n'est qu'un message d'alerte au gouvernement maintenant que la manne pétrolière ne peut plus venir à la rescousse d'entreprises mal gérées et dont le recours à des emprunts sur les marchés internationaux ne peut passer sans une restructuration inévitable de ces entreprises».

**Ramdhane Taâzibt, député et membre de la direction du PT : «L'endettement extérieur est un moyen de pillage.»**



«C'est là une des raisons principales de notre rejet de la loi de finances 2016 qui risque de compromettre sérieusement

la souveraineté de la décision nationale parce que l'endettement extérieur est un moyen de pillage (principal de la dette et intérêts). Et la chose la plus incompréhensible est que le pays a eu déjà à expérimenter l'endettement extérieur qui nous a coûté très cher sur tous les plans, économique, social et sécuritaire quand on sait que cet endettement a aggravé la tragédie nationale.

Nous ne comprenons pas comment Sonelgaz, qui est une société d'un service public stratégique, est obligée de chercher de l'argent à l'extérieur alors que nous avons de l'argent chez nous. Un argent qui est en train d'être distribué au secteur privé parasite. Un endettement extérieur qui a engendré l'effondrement d'un pays européen, la Grèce.

Il faut s'attendre à ce que, si l'article 55 de la loi de finances 2016 n'est pas abrogé, des entreprises privées locales et étrangères exerçant dans le pays, recourent au même procédé d'endettement avec la garantie de remboursement du Trésor public. Ce qui est scandaleux et ouvre grandement les portes à une révolte populaire.

Pourtant, la solution est là, à portée de main. L'Etat n'a qu'à récupérer les 100 milliards de dollars d'impôts non recouvrés, les 5 milliards de dollars prêtés au FMI et mettre fin au diktat des lobbies sur le commerce extérieur qui coûte 20 milliards de dollars au Trésor public.»

**Djillali Soufiane, président de Jil Jadid : «La politique du clan présidentiel.»**



«C'est une autre fuite en avant. Il y a de très grandes inquiétudes quant à la viabilité des entreprises publiques. Le plus grave est que ces sociétés qui auraient dû être bénéficiaires, ont des bilans financiers catastrophiques.

Sonelgaz se propose de lever 9 milliards de dollars, mais il est évident qu'elle est incapable de les rembourser, et ce sera au Trésor public de le faire. Elle ne fait qu'ouvrir la voie à Haddad et consorts qui, eux aussi, emprunteront plusieurs milliards de dollars et laisseront l'ardoise aux Algériens. Voilà la politique du clan présidentiel.»

**Hocine Khaldoun, chargé de communication au FLN : «Éviter au maximum le recours à l'endettement extérieur.»**



«Je pense que le recours à l'endettement extérieur doit constituer l'ultime recours car il ne faut pas perdre de vue que l'une des toutes premières mesures prises par le président de la République à son arrivée à la magistrature suprême du pays était d'effacer les dettes et ce, à l'opposé de ce que recommandaient nombre de spécialistes. Et le temps a fini par lui donner raison. Ceci dit, ce qui était vrai il y a un temps ne l'est pas forcément aujourd'hui et ce qui l'est maintenant ne le sera peut-être pas demain.

J'estime que d'autres solutions existent pour éviter au grand maximum le recours à l'endettement extérieur et il faudra écouter les experts et autres spécialistes en la matière.»

**Ahmed Adhimi, chargé de communication au parti des Avant-gardes des libertés : «Nous sommes devant le fait accompli.»**

«Après la Chine, la Russie, on va tout droit vers le FMI. Nous n'avons pas su profiter de l'énorme manne financière induite par l'embellie des cours pétroliers ces dernières années où le baril de l'or noir a même frôlé les 160 dollars pour créer de nouvelles richesses.

Au moment où certains parlent de 800 milliards de dollars amassés, le secrétaire général du FLN a soutenu, dans une intervention sur une chaîne de télévision, que par la grâce de l'ancien ministre de l'Energie, l'Algérie a pu récolter 1 500 mil-



liards de dollars, soit le double de ce qui est avancé ici et là. Nous avons eu notre chance et nous ne l'avons pas saisie. Pourtant, nous n'avons pas cessé, ces dernières années, d'alerter l'attention des autorités sur l'imminence de l'avènement de pareille situation que nous avons eu à endurer durant la décennie 80 du siècle dernier.

Maintenant que nous sommes devant le fait accompli, nous estimons, au sein des Avant-gardes des libertés, qu'il n'y a pas d'autre solution que celle politique à ce problème car ce n'est pas avec le pouvoir actuel que l'on pourra en venir à bout. La solution consiste à revenir à la légitimité populaire car elle suppose beaucoup de sacrifices à consentir. Ce que le petit peuple n'acceptera que quand il aura lui-même élu ses représentants à tous les niveaux. Ces derniers auront aussi à donner l'exemple en matière d'austérité et de sacrifices. Autre chose importante, l'hégémonie du politique sur l'économique doit, à notre humble avis, cesser et il faudra écouter davantage les spécialistes et les chercheurs.»

**Namane Laouar, vice-président du MSP : «Le problème est d'ordre managérial.»**

«Nous estimons qu'avant d'arriver à l'endettement extérieur, nous devrions explorer toutes les autres options locales. Pour ne prendre que l'exemple de Sonelgaz,

nous pensons qu'il ne s'agit pas d'un problème d'argent mais plutôt d'ordre managérial. Ne faudra-t-il pas que l'on commence d'abord par récupérer son propre argent, en recouvrant l'ensemble des dettes qu'elle détient auprès de sa clientèle et qui s'élève à 50 milliards de dinars dont une grande partie détenue chez les établissements publics.

Nous avons bien eu la fameuse manne financière mais qu'en avons-nous fait, sinon que de faire le nid de la corruption et de la dilapidation des deniers publics.

Admettons que nous nous endettions, qui remboursera ? Où ira l'argent emprunté ? Pourquoi les personnels de la Sonelgaz sont exempts de paiement des factures d'électricité et du gaz, ce qui encourage bien d'autres citoyens à ne pas payer leurs redevances ? Et puis, pourquoi ne pas faire entrer Sonelgaz en Bourse ?»

**Propos recueillis par M. K.**

